



*Direction des services techniques et  
de l'aménagement*

Tél. 03 20 66 58 27

STA/LP/SF/OR/NM-241210-1330

**ARRETE N° ARR/2024/ST/507**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
 Vu le Code de la Route,  
 Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,  
 Vu l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques et suivants,  
 Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),  
 Vu la délibération DEL/2023/ECO/19 du 1<sup>er</sup> février 2023 réglementant l'occupation du domaine public et fixant le montant des redevances,  
 Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du public,  
 Considérant que l'arrêté ARR/2024/ST/398 doit être modifié et prolongé,  
 Considérant que pour permettre **la fin des travaux de renouvellement de trois départs électriques et la reprise de branchements avenue de Gorghemetz, rue Santos Dumont, rue Védrines, rue Racine, avenue de la Marne, rue Corneille, rue Blériot, rue Hélène Boucher, rue des Mimosas, Square des Rethondes et rue Rolland Garros à Hem** par l'entreprise DS TRAVAUX, il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour réglementer ce secteur.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** : À partir du 09 Décembre 2024 et ce, jusqu'à 24 Décembre 2024, le stationnement considéré comme gênant sera interdit au droit des travaux.

**ARTICLE 2** : À partir du 09 Décembre 2024 et ce, jusqu'à 24 Décembre 2024, la circulation fera l'objet d'une restriction par demi chaussée et sera régulée par feux tricolores si nécessaire. En dehors des heures de chantier un pont lourd acier couvrira l'ouverture en chaussée et trottoir, la circulation sera impérativement rétablie dans les deux sens. La vitesse sera limitée à 30 km/h.

**ARTICLE 3** : À partir du 09 Décembre 2024 et ce, jusqu'à 24 Décembre 2024, la rue Racine (du n°3 au n°35) sera en « **ROUTE BARREE** ». Une déviation sera mise en place via la rue Montesquieu, rue Boileau, rue Charles Gounod, rue Gustave Charpentier, rue Edouard Lalo, rue Edouard Vaillant, rue du Maroc, rue Racine et rue Hélène Boucher.

**ARTICLE 4** : À partir du 09 Décembre 2024 et ce, jusqu'à 24 Décembre 2024, la circulation des piétons devra être assurée en toute sécurité.

**ARTICLE 5** : Les travaux seront réalisés sans interruption et la mise en œuvre des remblais et finition idem à l'existant devra se faire obligatoirement dès la fin du présent arrêté sans attendre une campagne d'enrobés.

**ARTICLE 6** : Les panneaux réglementaires ainsi que la signalisation diurne et nocturne seront mis en place par l'entreprise DS TRAVAUX à Avelin.

**ARTICLE 7** : Par application législative toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement de la redevance telle que prévue par délibération reprise aux visas.

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de ville - BP. 30 001 - 59510 HEM

**ARTICLE 8 :** Madame la Directrice Générale des Services et la Police Municipale de la Commune de Hem, Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :** Une ampliation du présent arrêté sera envoyée au Commissariat Central de Roubaix, au Commissariat de Police de Hem, à la Gendarmerie de Lille, au Centre de Secours de Roubaix, à la Métropole Européenne de Lille, à ILEO, à ILEVIA, à la Sté Esterra et à l'entreprise DS TRAVAUX - 27 rue d'Ennevelin - 59710 AVELIN.

Fait à HEM, le 11 DEC. 2024

**Pour Le Maire de Hem et par délégation,  
l'Adjoint à l'Aménagement, aux Travaux, à la  
Voirie et au Numérique.**



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.